

- Les travaux du Conseil Fédéral d'avril 1
- Un débat, une démarche, des propositions 2-3
- Réussir la souscription 3
- La C.F.D.T. a construit une unité d'action solide et efficace a Fical 4

## LES TRAVAUX DU CONSEIL FEDERAL D'AVRIL

Après le 38<sup>e</sup> Congrès de La Rochelle, les 3 jours (8-9-10 avril) passés à Bierville en Conseil Fédéral n'ont pas été assez longs pour épuiser totalement l'ordre du jour. Les nouveaux conseillers (un tiers démarre son premier mandat) ont pu, néanmoins traiter les points essentiels: analyse-bilan de notre 38<sup>e</sup> Congrès, plan de travail 1981 de la F.G.M., problèmes d'organisation, mixité dans les structures confédérales.

### Un congrès essentiellement syndical:

Un congrès positif, sans grands débats à caractère stratégique, axé sur la pratique; un congrès révélateur de la situation de la F.G.M. qui pose bien des vraies questions mais ne donne pas des réponses toutes tracées. Voilà comment les membres du Conseil Fédéral esquissent à grands traits notre 38<sup>e</sup> Congrès (pour en savoir plus sur les débats du congrès, voir le B.M. Mensuel).

La soirée internationale sur les libertés est une innovation unanimement appréciée. L'organisation matérielle du congrès donne satisfaction. Des améliorations peuvent y être apportées: dates du congrès (période dans l'année, le dimanche est-ce bien utile?), procédure de discussion des amendements avec les syndicats (choix et traitement de ceux mis en débat, rédaction de la résolution générale, délais...).

### L'emploi, problème majeur:

La situation de l'emploi se modifie en permanence, avec des conséquences sur les travailleurs, y compris ceux des entreprises sous-traitantes. Baisse, voire disparition

de certains emplois, augmentation d'autres catégories (techniciens, ingénieurs et cadres), décentralisation apparente renforçant le pouvoir central par l'informatisation, automatisation, tous ces phénomènes, en plus du problème du nombre insuffisant d'emplois, jouent sur le contenu du travail: réorganisation avec des effets sur les qualifications, les classifications, les conditions de travail. Cela s'ajoute au constat devenu habituel de l'utilisation des divers hors-statuts comme moyen de gestion par les patrons. Les comportements patronaux se radicalisent, traduisant l'accentuation du conflit de classes.

A côté des pratiques répressives, à la reprise d'avantages et de conquêtes obtenues par les luttes apparaissent, dans certains secteurs de P.M.E., des tentatives de s'adjoindre les travailleurs sur des positions de type poujadiste.

Malgré quelques résultats sur le maintien d'emplois comme chez BRAUD (Maine-et-Loire), sur des embauches liées à des conventions du Fonds National de l'Emploi, sur la réduction du temps de travail, sur les salaires, la prise en charge de la TRÈS GRANDE DIVERSITÉ des situations nécessite de coller aux réalités pour proposer des solutions adaptées à ce que veulent les travailleurs.

La situation actuelle ne nous satisfait pas. Des changements sont en cours, imposés par le patronat.

Savons-nous profiter de cette situation de mouvement pour essayer d'imposer nos orientations ou à tout le moins de modifier la politique patronale? Le Conseil Fédéral a dégagé quelques pistes de travail sur la Rémunération Annuelle Garantie, sur les inégalités-classifications,

sur l'unité d'action, sur la réduction du temps de travail liée à l'emploi (voir page 2).

Seule une mobilisation majoritaire des travailleurs permettra de faire avancer les objectifs que nous avons dessinés à notre 38<sup>e</sup> Congrès. Dans l'immédiat, d'ici les congés d'été, il s'agit pour les organisations de la F.G.M. de mettre en œuvre la campagne nationale pour la Réduction du Temps de Travail. Parmi toutes les bonnes raisons que nous avons, l'accent doit être mis sur TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS.

### Des structures confédérales mixtes:

Ce sera l'un des enjeux du Congrès Confédéral de Metz en 1982. Le Conseil Fédéral, après un débat qu'il faut poursuivre, s'est prononcé pour que la F.G.M. contribue à la réflexion confédérale pour que des militantes en nombre plus important fassent partie de la Commission Exécutive Confédérale et du Bureau National.

### Notre organisation:

Après le point sur les effectifs (tendance toujours à la baisse malgré quelques indices contraires) la nécessité de réussir la souscription fédérale est apparue clairement.

Une information sur la mise en place d'une Union Fédérale de Retraités permettra au Conseil Fédéral d'octobre d'en débattre et de décider les formes d'organisation les mieux appropriées. Les Commissions et Groupes de travail de la F.G.M. doivent être complétés pour être mis en place lors de cette prochaine session de 5 jours du Conseil Fédéral.



# Un débat, une démarche, des propositions

**UNE PRIORITÉ: la réduction du temps de travail pour créer des emplois**

NOTRE DÉMARCHE

NOS PROPOSITIONS

## I. Réduction du temps de travail

**Accord pour mettre la R.T.T. au centre de nos préoccupations.**

Il faut rendre crédible et mobilisatrice notre revendication «réduire le temps de travail pour créer des emplois».

Mais les réalités sont très diverses entre les petites et grosses entreprises, celles où l'on licencie et celles où l'on fait des heures supplémentaires, celles qui restructurent, celles qui se robotisent, s'informatisent, celles qui aménagent. Aussi, ces réalités appellent des solutions adaptées à définir par chaque S.S.E. Cela devrait permettre:

- de sortir des formules trop générales;
- d'aborder plus concrètement nos exigences sur l'aménagement, sur la compensation;
- de permettre à nos sections d'être à l'initiative, ce qui n'exclut pas une impulsion et une maîtrise de la F.G.M.

**Avant les congés: Temps fort à impulser nationalement.**

— pas d'initiative centralisée qui serait plaquée mais du matériel, des supports:

- affiches;
- modèle de tract;
- arguments:
  - conséquences du chômage,
  - R.T.T.: création d'emploi,
  - R.T.T.: évolution technologique,
  - coût social, coût économique;
- échange d'expériences.

**2 temps:**

- 1<sup>er</sup> - Mai-juin: prise en charge décentralisée, INTENSIFIER le débat avec les travailleurs «Quelle R.T.T. pour créer des emplois et être plus libres».
- 2<sup>e</sup> - Juillet-septembre. Bilan pour dégager les formes et les moyens d'une poursuite de l'action à la rentrée.

## 2. Salaires

La R.A.G. devrait être un bon outil pour augmenter prioritairement les bas salaires mais si elle n'a pas atteint, de partout, loin s'en faut, son objectif, elle a cependant permis des avancées.

Notre objectif dans la négociation est de fixer les étapes pour que la R.A.G. se subdivise en rémunération mensuelle qui deviendrait à terme la base de la grille des minima hiérarchiques.

Sa suppression nuierait à cette démarche.

Demande à l'U.I.M.M. d'engager des négociations pour améliorer l'accord existant:

- exclure les primes d'équipes;
- étendre l'application aux hors-statuts travaillant dans des entreprises de la métallurgie;
- instituer une rémunération mensuelle tout en laissant la possibilité au niveau des entreprises de tenir compte des primes différées;
- améliorer les informations et les possibilités de contrôle.

## 3. Classifications - inégalités:

Facteur de mobilisation:

- lien avec le salaire;
- reconnaissance du métier appris à l'école mais aussi acquis par l'expérience;
- reconnaissance de la dextérité, de la polyvalence;
- déblocage des verrous 155/170, 215/240;
- remise en cause des inégalités hommes/femmes.

Des possibilités d'avancées existent:

- accession des travailleuses à des emplois qualifiés;
- utilisation de la formation permanente.

Les évolutions technologiques, l'informatisation auront des conséquences sur le contenu du travail, sur l'organisation du travail, sur la qualification. Il est urgent de réactiver la mobilisation sur ce point.

Prise en charge décentralisée sur des objectifs communs.

- Rappel à nos sections, nos syndicats de la démarche F.G.M.
- Un groupe de travail se saisit des éléments de l'enquête Salaire/Inégalités au cours d'une session les 8.9.10/07.
- Travail plus approfondi avec l'aide de sociologues, dans quelques sections affrontées à des problèmes de classifications.
- Remontée d'expérience.
- Septembre/Octobre: dossier complet de tous ces éléments.

## 4. Unité d'action:

La rupture de l'unité d'action avec la C.G.T. a des répercussions sur la mobilisation et sur la crédibilité de l'organisation syndicale.

Nous ne devons pas en prendre notre parti. Nous devons renforcer la capacité d'analyse de nos militants par l'information, la formation, les mettre en capacité de confronter, devant les travailleurs, nos propositions, face à la C.G.T. ou au P.C., d'assumer leurs responsabilités d'organisation à vocation majoritaire, d'être à l'initiative.

L'unité n'est pas un but en soi, c'est un moyen pour l'efficacité de l'action.

Ne pas s'enfermer dans une logique de division et de rupture définitive.

Utilisation campagne R.T.T. pour faire des travailleurs les artisans de l'unité, pour l'efficacité.

## 5. Elections présidentielles:

Le Congrès a pris position sur ce problème d'actualité.

Nous devons nous exprimer publiquement sur nos objectifs prioritaires.

Communiqué F.G.M. à partir de la motion du congrès.

Convocation d'un Conseil Fédéral après le 2<sup>e</sup> tour: 14 mai 81.



échos

## Réussir la souscription

Les moyens financiers qu'offre la souscription à tous les niveaux de la F.G.M. sont importants, d'autant plus d'ailleurs que nous ne sommes pas dans une période de croissance syndicale.

Ces moyens financiers ne doivent pas être réduits, sinon ce serait automatiquement les moyens d'action, de formation et d'information qui le seraient d'autant.

Dans la période électorale présente, les imprimeries sont surchargées et malgré de nombreuses interventions de la F.G.M., l'impression et l'expédition des billets a pris du retard.

Maintenant, chaque Union Métaux les a reçus, mais le temps prévu pour la vente a été réduit.

Pour surmonter ce handicap important, nous appelons toutes les équipes des sections syndicales et des syndicats, tous les militants et adhérents à mettre «le paquet» pour réussir une vente massive des billets de souscription.

A l'occasion de cette activité, de nombreux travailleurs non adhérents, mais sympathisants à la C.F.D.T., seront contactés, c'est l'occasion de leur poser la question de l'adhésion.

L'expérience nous a appris que l'on pouvait obtenir des résultats très intéressants en mobilisant tous ces moyens dans un laps de temps limité.

## LA C.F.D.T. A CONSTRUIT UNE UNITE D'ACTION SOLIDE ET EFFICACE A FICAL (Filiale d'USINOR à Lens)

Le vendredi 27 mars dans la matinée, la direction de cette entreprise faisait savoir qu'elle décidait d'accorder unilatéralement 2,5% d'augmentation des salaires au 1<sup>er</sup> avril et 1,5% au 1<sup>er</sup> juin. Elle refusait de compenser les pertes de pouvoir d'achat des années 78 et 80.

Devant cette situation, la section C.F.D.T. minoritaire dans l'entreprise mais active et bien en liaison avec les travailleurs décidait d'appeler le personnel à se réunir dès 14 heures le 27 mars dans la cour de l'entreprise :

- pour débattre et se mettre d'accord sur les revendications ;
- pour décider de l'action et de sa conduite.

### Les revendications retenues

- 4% d'augmentation des salaires au 1<sup>er</sup> avril.
- Pourcentage à débattre pour le 1<sup>er</sup> juin.
- 4% au titre de rattrapage pour 1978.
- 1,5% au titre de rattrapage pour 1980.

### L'action

Devant l'intransigeance de la direction les travailleurs ont décidé de se mettre en grève immédiatement et de se réunir chaque jour à 14 heures en Assemblée générale pour suivre l'évolution de la situation et décider de l'action éventuelle à poursuivre.

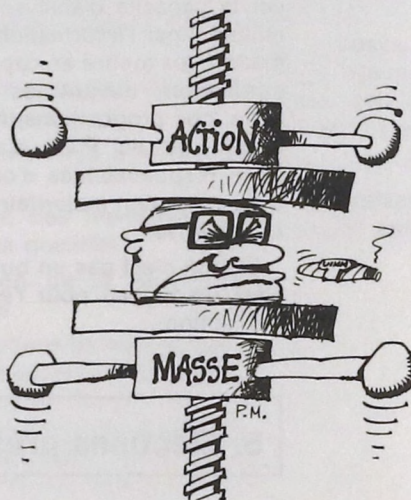
L'initiative de la C.F.D.T., la mobilisation importante des travailleurs a permis, malgré toute sorte de manœuvres du P.C., la réalisation de l'unité d'action avec la C.G.T. Les militants C.F.D.T. avec l'accord des travailleurs et d'une grande partie des militants de la C.G.T. sont intervenus auprès du P.C. pour que la lutte engagée reste celle des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

La grève s'est poursuivie jusqu'au lundi 6 avril, elle a été ponctuée de manifestations en ville et d'Assemblées générales où le débat a été important. C'est sur un vote à bulletins secrets de plus des 3/4 du personnel que cette grève a pris fin sur les résultats suivants :

- 3,25% d'augmentation au 1<sup>er</sup> avril ;
- 1,75% d'augmentation au 1<sup>er</sup> juin ;

— une compensation partielle des pertes de pouvoir d'achat de 1978 et 1980.

Des élections de D.P. et de C.E. auront lieu les 12 et 19 mai prochain, la section C.F.D.T. compte y voir grandir son influence. Il est évident pour les travailleurs que c'est leur détermination, et celle de la C.F.D.T. qui ont permis de réaliser l'unité d'action et ainsi obliger la direction à satisfaire en grande partie leurs revendications de salaires.



## EN BREF EN BREF EN BREF

### CHEZ DUFOUR (Machines outils - Montreuil)

Tous vous avez pu connaître la lutte de la C.F.D.T. et des travailleurs pour maintenir l'outil de travail et l'emploi. Après une très dure occupation de l'usine en juillet-août 80, dans un environnement P.C., extrêmement sectaire, la C.F.D.T. déjà majoritaire dans l'entreprise réussit par sa façon de mener le conflit à sauver le maximum d'em-

ploi. Les élections D.P. du 8 avril confirment le sérieux de la pratique d'action C.F.D.T.

	1980	1981
C.F.D.T.	55,5%	61,7%
C.G.T.	44,5%	38,3%

Aux élections C.E. du 15 avril, la C.F.D.T., pour la première fois, présente une travailleuse.

### A la Métallurgie de Normandie la C.F.D.T. gagne 2 sièges aux élections des Délégués du Personnel

#### 1<sup>er</sup> collège

C.F.D.T.	1554 voix	8 sièges	+ 1
C.G.T.	1546 voix	7 sièges	- 1
C.F.T.C.	214 voix	1 siège	

La C.F.D.T. devient la première Organisation dans le 1<sup>er</sup> collège.

#### 2<sup>e</sup> Collège

C.F.D.T.	394 voix	3 sièges	+ 1
C.G.T.	110 voix	pas de siège	

C.F.T.C.	103 voix	pas d'élu
C.G.C.	72 voix	pas d'élu

La C.F.D.T. est la seule Organisation à avoir des élus dans le 2<sup>e</sup> collège et dans toutes les catégories de personnel : ouvriers, employés, techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise et ingénieurs.

#### ● BULLETIN DU MILITANT F.G.M.-C.F.D.T.

#### ● Rédaction, diffusion, administration :

5, rue Mayran - 75009 PARIS  
Tél. 247.74.00

#### ● Le directeur de la publication : Jean LAPEYRE

#### ● Composition et impression : Est-Imprimerie, ZAC Tournebride - 57160 MOULINS-LÈS-METZ

#### ● Abonnement : 90 F par an.

Les abonnements sont effectués groupés par la Section Syndicale ou le Syndicat à l'aide des formulaires B.M.

#### ● Pour tout changement d'adresse, nous faire parvenir une bande d'envoi récente et 2 F en timbres.

#### ● C.P.P.A.P. N° 636 D 73.